



# La réinsertion par le logement : pas de toit sans toi

**L'hébergement est une étape clé pour la réinsertion. Mais il resterait vain sans un accompagnement, assuré par des professionnels et des bénévoles. Devant l'étendue des besoins, les propositions se sont diversifiées, avec toujours le même objectif : permettre à la personne accueillie de se reconstruire.**

*Dossier par Raphaëlle Simon, journaliste*

« **S**ans toit, rien n'est possible, on ne peut pas s'organiser », témoigne Xavier, sorti de prison et de la rue. Il a trouvé, auprès de l'association l'Îlot, un hébergement temporaire avant d'envisager un nouveau départ. Comme lui, 3,5 millions de personnes vivent sans domicile ou dans des conditions très précaires de logement (habitations de fortune, résidents chez un tiers, etc.). Une situation préoccupante alors que le nombre de logements inoccupés s'amplifie.

## UN BESOIN D'HÉBERGEMENT SANS PRÉCÉDENT

Mais les associations n'ont pas attendu pour s'adapter à une demande croissante et à un public de plus en plus fragilisé. Le Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) Maison Saint-Vincent-de-Paul à la Guadeloupe, né d'une Conférence en 1993, s'est agrandi pour répondre à une population précaire de plus en plus diversifiée : très jeunes ou très âgés, grands errants, toxicomanes, sortis de prison ou avec des troubles psychiques avérés. « *Notre accueil n'est pas fait pour un papy de 80 ans avec son déambulateur, mais s'il se*

*présente, on l'accepte !* », sourit Isabelle Rouin, la directrice. Le CHRS recouvre aujourd'hui un centre d'hébergement et de réinsertion, en accueil de jour et de nuit, et un centre de santé. « *Il est nécessaire de mettre en place une prise en charge globale, en proposant des réponses en temps réel sur un même lieu*, ajoute-t-elle. *Nous avons été obligés de professionnaliser les équipes.* » Aujourd'hui, 43 salariés assurent le suivi des personnes hébergées, et une douzaine de bénévoles apportent comme un supplément d'âme en plus d'un coup de main pour la cuisine, les organisations festives, etc.

Les Maisons d'accueil l'Îlot se sont étendues, à Paris, dans le Val-de-Marne et à Amiens, pour accompagner, en 2014, 1 200 personnes sorties de prison ou à la rue. L'association gère aujourd'hui cinq centres d'hébergement et deux dispositifs d'insertion professionnelle. « *Et il y a beaucoup de monde sur liste d'attente pour chaque établissement...* », constate Adeline Parenty, salariée de l'Îlot.

À Grenoble, l'association Issue de Secours, affiliée à la SSVP, gère une maison relais pour des hommes de plus de 50 ans, anciens SDF. En 2009,

elle a ouvert le Rialto 38, une structure d'accueil pour des femmes victimes de violences conjugales. Cinq appartements permettent de loger temporairement et anonymement une vingtaine de femmes, avec ou sans enfants. Depuis sa création, une centaine a ainsi été hébergée. Dans cette petite structure, deux

**3,5 millions**  
de personnes n'ont pas de domicile ou vivent dans des conditions de logement très difficiles en France en 2014.

Rapport sur le mal-logement 2014, Fondation Abbé Pierre.

**CHIFFRES CLÉS**

“ La présence gratuite de bénévoles manifeste la valeur intrinsèque de toute personne, quelle que soit sa situation. ”

- ▶ assistantes sociales, une psychologue et trois bénévoles assurent l'accompagnement des femmes. Protection juridique, démarches administratives, contacts, entretien, hygiène, création d'un petit trousseau pour celles qui s'apprêtent à emménager, rien n'est laissé au hasard.

### VERS DES COLOCATIONS SOLIDAIRES

Depuis une dizaine d'années, on a vu aussi se développer des colocations solidaires, comme la Maison de Marthe et Marie, à Lyon et à Paris, qui rassemble dans le même appartement des jeunes professionnels et des femmes enceintes, en rupture affective ou familiale. Ou comme le Centre d'hébergement de stabilisation Valgiros, dans le XV<sup>e</sup> à Paris, géré par l'association Aux captifs, la libération, où cohabitent bénévoles et personnes SDF, avec un accompagnement global par une équipe de professionnels. « *La présence gratuite de bénévoles manifeste de façon particulière la valeur intrinsèque de toute personne, quelle que soit sa situation* », assure la charte de la maison. Car derrière l'hébergement, se cache en fait la question de la dignité. « *Comment recréer le*



Retrouver la confiance à travers le regard de l'autre.

lien profond entre la charité et le caractère sacré de la personne ? », s'interroge Étienne Villemain. Cofondateur en 2006 de l'APA (Association pour l'amitié) à Paris, ce pionnier de l'habitat partagé entre jeunes professionnels et personnes de la rue est aussi à l'origine de l'association Lazare, dans six autres régions. « *Au Moyen Âge, les pauvres étaient configurés au Christ. Les congrégations religieuses en prenaient soin, puis elles ont été relayées par des institutions. Mais on a perdu le sens de la relation, de la charité : l'autre est sacré, dépositaire de la présence de Dieu.* » Dans ces colocations, on se frotte aux rugosités mais aussi aux talents des autres. On « *butte sur ses propres limites* ». Le rapport qui s'instaure vise la réciprocité, d'égal à égal.

### LA CONFIANCE, CLÉ DE LA RÉINSERTION

L'intégration de la personne sans-abri ressemble au parcours du

combattant. Pas de logement, donc pas de carte d'identité, donc pas d'inscription à Pôle emploi, donc pas de revenus (RSA, APL), donc pas de logement... L'hébergement temporaire permet de briser ce cercle vicieux. Mais le chemin de la réhabilitation n'est pas fini pour autant. « *Dans l'hébergement semi-collectif, il y a des règles à respecter. Il faut parfois recadrer les choses, les codes de la rue ne sont pas ceux de la société !* », pointe Adeline Parenty. Les problèmes d'addiction (alcool, drogue), les pathologies psychiatriques et les problèmes de santé restent un frein au retour à l'autonomie. Les parcours ne sont pas linéaires et les rechutes sont fréquentes. Une attention est portée sur la volonté de la personne de s'en sortir, sur son comportement (tenue de chambre, lien avec les autres, ponctualité aux rendez-vous...), sa formation pour retrouver du travail et une solution de logement durable.

« Nous avons un service de buanderie dans notre CHRS de Pointe-à-Pitre, raconte Isabelle Rouin, mais nous incitons ceux qui le peuvent à faire laver leur linge dans la laverie automatique du bout de la rue, moyennant un tarif préférentiel. » Commencer à se prendre soi-même en charge est un premier pas vers l'autonomie. Mais le véritable déclic, c'est la confiance. Confiance en l'autre, dans le lien établi avec les professionnels et les bénévoles, confiance en soi surtout. « Certains jouent les grandes gueules ou les caïds, mais en fait ils se mettent en situation d'échec, par peur de ne pas être à la hauteur », remarque Adeline Parenty. La revalorisation de l'image de soi est la pierre d'angle. « La première semaine, je vois des femmes arriver très abîmées, constate le directeur de Rialto 38. Et puis, progressivement, elles changent, même dans leur apparence. Elles retrouvent une dignité, une envie, un goût à la vie. »

À Lazare, 85 % des personnes accueillies retrouvent un logement, et 40 % un travail. Mais les chiffres ne sont pas le plus important. « Pour moi, le signe d'une réinsertion réussie, c'est quand le gars reprend contact avec sa famille, témoigne Étienne Villemain. Ce n'est qu'une fois qu'il a moins honte de lui qu'il va se tourner vers ses frères et sœurs, sa mère. » ■

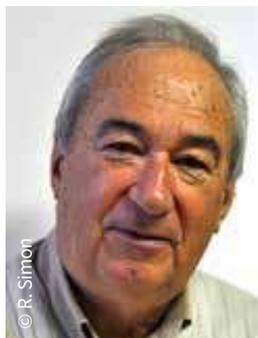
## PLUS D'INFOS

[www.ilot.asso.fr](http://www.ilot.asso.fr)  
[www.associationpouurlamitie.com](http://www.associationpouurlamitie.com)  
[www.lazare.eu](http://www.lazare.eu)  
[www.captifs.fr](http://www.captifs.fr)  
[www.martheetmarie.fr](http://www.martheetmarie.fr)

# Jacques Guinault

## « Créer une communauté autour des réfugiés »

Il est président de la SSVP des Yvelines, qui pratique la médiation locative et l'accueil des familles réfugiées.



© R. Simon

La médiation locative a démarré il y a vingt ans à la faveur d'un legs. Au départ très empirique, cette activité s'est développée dans le département.

La SSVP est aujourd'hui propriétaire ou locataire de 35 logements. La médiation consiste à louer un logement à un bailleur, puis à le sous-louer à des personnes qui n'ont pas les revenus ou garanties pour accéder à un logement social. Nous servons d'intermédiaires, en rassurant le propriétaire et en permettant à la personne de se remettre debout.

### ORGANISER L'ACCOMPAGNEMENT

Lorsqu'une Conférence fait une demande de médiation locative, elle organise le suivi, l'aide alimentaire si nécessaire. Elle s'engage à visiter régulièrement la personne ou la famille logée, et elle délègue à la SSVP départementale les aspects juridiques et financiers. Depuis un an, nous avons démarré l'accueil de familles réfugiées irakiennes, sur sollicitation d'une mairie. Le préfet délégué à l'accueil des

réfugiés a bloqué des HLM. Nous avons réalisé un bail « glissant » : nous sommes locataires en titre pendant trois ans, après quoi nous nous retirons à leur profit. C'est l'association paroissiale qui a payé les loyers, la nourriture et tout ce qu'il fallait, le temps que les familles touchent revenus sociaux et allocations.

### UN ACCUEIL SPÉCIFIQUE

Étant en contact avec le clergé de Mossoul, nous avons accueilli d'autres réfugiés. Pour laisser leurs empreintes digitales à la préfecture, certains avaient les doigts si abîmés qu'ils ne pouvaient être relevés. Lorsqu'ils arrivent, ils sont épuisés, parfois très déprimés. Leur accueil nécessite non seulement un hébergement, mais surtout un accompagnement de longue durée, de A à Z. Ils ont tout à apprendre : la langue, les mœurs, les démarches pour la scolarisation des enfants, les soins... Ils ont vécu des traumatismes qui laissent des traces, comme cette fillette qui a peur de tout homme portant la barbe. Le plus important est de créer autour d'eux une communauté, un collectif de compétences et d'associations avec les autorités civiles et religieuses pour prendre en compte tous leurs besoins.

## INTERVIEW



© Guillaume Alger

## Père Bernard Devert :

## « Passer de l'hostilité à l'hospitalité »

**Ancien professionnel de l'immobilier devenu prêtre, le père Bernard Devert a créé en 1985 Habitat et Humanisme, qui permet l'insertion de personnes en difficulté par le logement. Il plaide pour réconcilier l'économique et le social, l'humain et l'urbain.**

**Comment la situation du mal-logement en France a-t-elle évolué ces dix dernières années ?**

La situation s'est aggravée. Pour plusieurs raisons. D'abord, un chômage massif, qui implique des difficultés pour se maintenir dans un logement. Ensuite, parce que la famille se transforme. Le fait que les couples ne durent pas impacte fortement le logement puisqu'il faut multiplier les domiciles. Le vieillissement de la population aussi : les personnes âgées restent plus longtemps chez elles ; certaines sont propriétaires mais pas nécessairement fortunées. À 70 ans, 65 % des propriétaires ont un logement insalubre ou non remis aux normes pour pouvoir le louer. Enfin, en raison des flux migratoires, c'est une réalité très actuelle.

**Que se cache-t-il derrière la crise du logement ?**

Je vois, au-delà des transformations de la société, l'absence d'une politique d'aménagement du territoire. Les métropoles se développent au détriment des villes moyennes et

des zones rurales. Comment bâtir des biens au service des liens ? Aujourd'hui, on construit des logements en périphérie des métropoles, et on relègue les sans-logis au bout des banlieues, créant un déséquilibre et une ghettoïsation. Les logements sociaux vacants restent très nombreux : 77 000 en France, même si des dispositifs législatifs se mettent en place pour lutter contre ce gaspillage. Dire que les attribuer à des réfugiés priverait des Français qui attendent est un raisonnement faux : ces logements sont vacants depuis plus de trois mois sans avoir trouvé preneur. Je crois qu'il faut revitaliser les villes moyennes.

**Comment l'État, les collectivités et les associations collaborent-ils ?**

Les associations font beaucoup mais c'est une goutte d'eau dans l'immensité des besoins. Sans l'aide de l'État (subventions, prêts locatifs), on ne pourrait intervenir. Il existe une vraie collaboration entre l'État et les associations mais

aussi avec l'entreprise. Habitat et Humanisme loge 1 500 familles nouvelles par an, notamment grâce à l'épargne salariale solidaire. Je crois au développement de l'économie sociale. L'épargne solidaire représente aujourd'hui 1 % de l'épargne circulante des Français. Passer à 1 % changerait la donne.

**Quel est l'apport spécifique des associations ?**

D'abord, elles travaillent, davantage que les grandes sociétés immobilières publiques ou HLM, dans de petites opérations. Ce qui leur permet une approche sociale différente, privilégiant la mixité sociale au cœur des villes, pour l'équilibre des quartiers. Ensuite, elles mettent en place un accompagnement. Bâtir, c'est aussi permettre à la personne de se reconstruire. Un grand nombre de bénévoles assure visites amicales, bricolage, accompagnement dans les démarches administratives ou les sorties : ils jouent un rôle primordial pour favoriser l'autonomie et le lien social. Mais

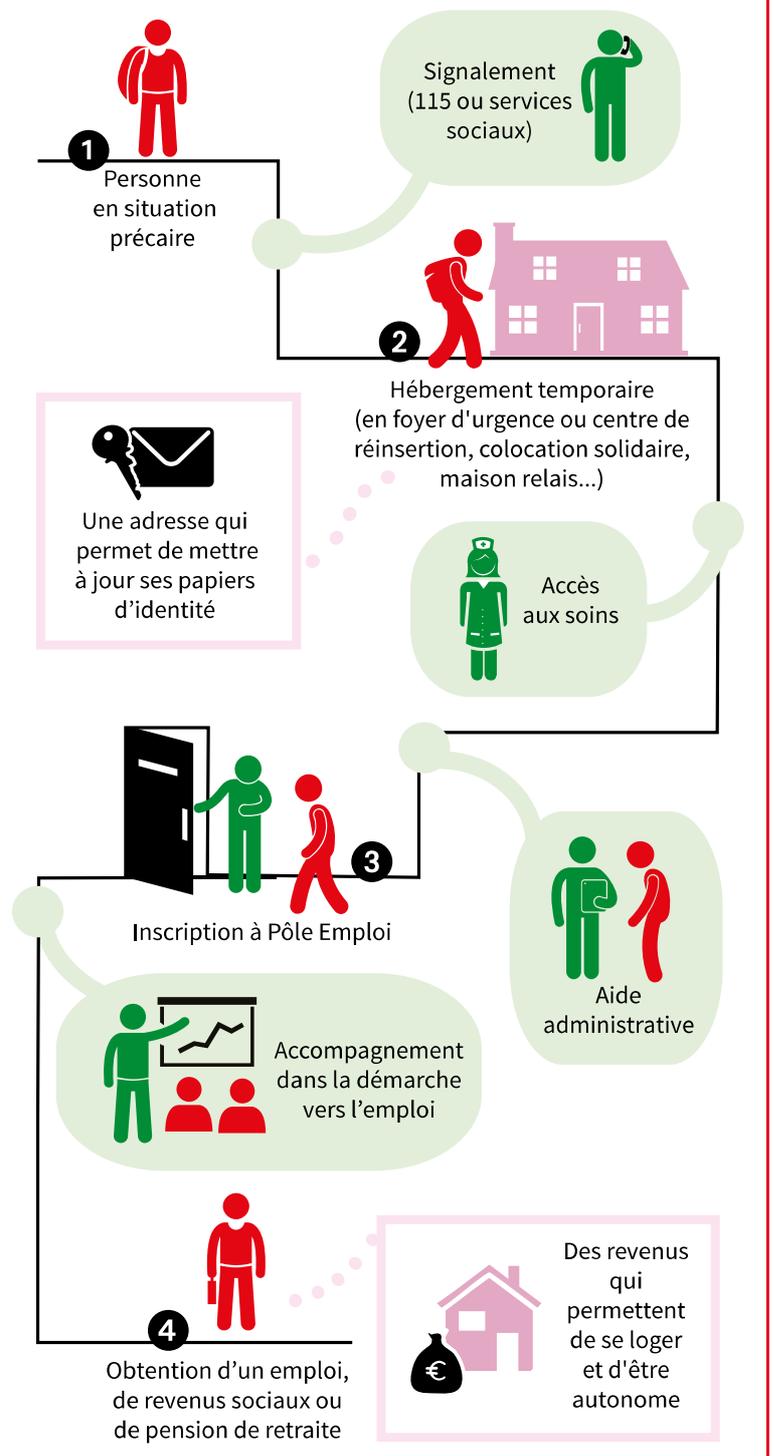
ils permettent aussi de réveiller des talents. Le jour où surgit un « *oui, ça, je sais faire, et j'ai du goût pour ça* », un déclic se produit dans la revalorisation de la personne. Enfin, les associations sont là pour innover. Je garde le souvenir du préfet de Rhône-Alpes, Michel Besse, qui m'avait encouragé dans un projet original suscitant pas mal d'oppositions : « *Si c'est pour faire ce que tout le monde fait, ce n'est pas la peine ! Ce projet est innovant, on va le soutenir !* » Nous ouvrons actuellement, sur le campus de la Catho de Lyon, 140 logements dont 30 en habitat partagé, entre des étudiants et des personnes qui bénéficient d'une alternative à l'hospitalisation. Celui qui est plus fragile est confié à nos bons soins, les associations doivent veiller à cela.

**Quel type d'accompagnement mettre en place ?**

Nous avons besoin des travailleurs sociaux pour apporter un savoir-faire, une compétence. Mais l'accompagnement des bénévoles traduit une relation empreinte de gratuité. L'accompagné et l'accompagnant nouent des relations de confiance, voire d'amitié, créatrices d'avenir. Cela implique une ouverture et une certaine réciprocité. Lorsque j'étais aumônier d'un centre anticancéreux à Lyon, je pratiquais ce même accompagnement : l'autre me confie quelque chose de difficile, à moi aussi de confier mes fragilités. Nos vulnérabilités nous font entrer dans des relations vraies. Les personnes sans logis ont subi une certaine hostilité dans leur vie : perte d'emploi, violences conjugales, etc. L'enjeu est de passer de l'hostilité à l'hospitalité. En français, l'hôte est à la fois celui qui reçoit et celui qui est reçu, c'est très significatif. ■

**UN PARCOURS DE RÉINSERTION RÉUSSI**

**S'il est primordial d'avoir un toit pour envisager une resocialisation, l'accompagnement est tout aussi nécessaire. C'est en partie le rôle invisible mais essentiel des bénévoles.**



# Trois idées reçues sur le mal-logement

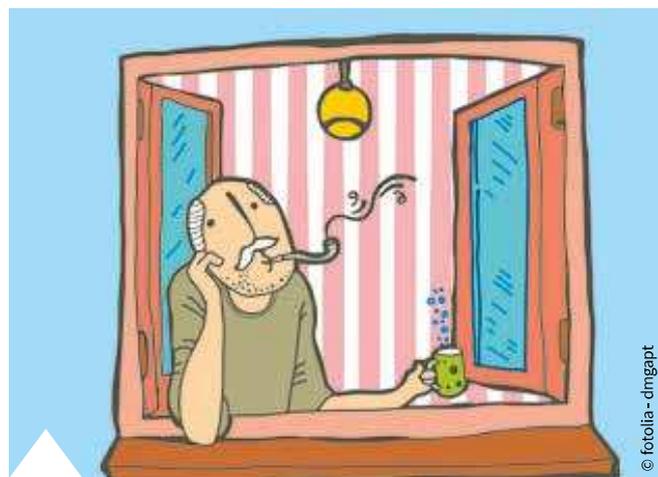


## 1 Le mal-logement est lié à la pénurie de logements

**Oui et non.** L'éclatement des familles (divorces, séparations) nécessitant deux domiciles au lieu d'un ont fait exploser la demande. Or, les conditions d'accès au logement deviennent de plus en plus exigeantes. Avec 77 000 logements HLM attendant un locataire et 2,6 millions de logements vacants en France en 2014 – une progression de 40 % en dix ans –, c'est plus qu'il n'en faudrait pour loger toutes les personnes sans domicile. Mais avec une réelle disparité selon les régions, des logements inoccupés ne se situant pas forcément là où les besoins se font sentir, ou n'étant pas toujours disponibles. Reste que 700 000 à 800 000 personnes se trouvent privées de domicile personnel aujourd'hui.

## 2 Si un gars est à la rue, c'est parce qu'il le veut bien

**Totalement faux.** « C'est comme si on demandait à un cul-de-jatte de marcher », s'insurge Étienne Villemain, fondateur de colocations solidaires avec des SDF. La rue n'est jamais un choix au départ. C'est toujours le résultat d'une souffrance. La personne a pu subir une dépression, un divorce, de graves problèmes de santé, une perte de travail, des revenus insuffisants pour payer un loyer. La rue abîme et exclut. Revenir à une vie « normale » dans un lieu confiné et seul après avoir vécu dehors toute la journée, avec toute la dégradation physique et le manque de repères qui s'ensuivent, peut s'avérer long et délicat.



## 3 Une fois la personne logée, tout est réglé

**Pas si simple !** L'hébergement est un point de départ pour reprendre pied, et réaccéder à une vie digne. Mais cela nécessite un accompagnement étroit et sur le long terme. L'angoisse de la solitude, l'incapacité à s'autogérer peuvent devenir très anxiogènes pour quelqu'un qui a longtemps vécu dans la rue ou la précarité. Plus largement, c'est toute la société qui est invitée à changer de regard sur les sans-abri, pour s'investir dans des projets d'accompagnement vers l'emploi, mais aussi de soutien, de partage et d'amitié fidèle. La personne a besoin d'un toit mais elle a aussi besoin de toi.

## MICRO-TROTTOIR



© Lazare

“ Étienne,  
38 ans,  
cofondateur

de l'Association pour l'amitié  
(APA) et directeur de Lazare,  
colocations solidaires

*Vivre avec les personnes  
pauvres m'évangélise. Il  
m'est arrivé de laver les  
pieds d'une personne de la  
rue... Cela m'a fait penser à  
Jésus qui dit : « Que celui qui  
veut être le plus grand soit le*

*serviteur. » Parfois les questions matérielles peuvent être  
sources d'inquiétude, mais en faisant confiance à la Provi-  
dence, tout s'arrange : « Regardez les oiseaux du ciel qui ne  
sèment ni ne moissonnent, mon Père céleste les nourrit.  
Ne valez vous pas bien plus qu'eux ? [...] Ne vous faites  
donc pas tant de souci. »*



© R. Simon

“ Dany,  
54 ans, accueilli  
par l'Association pour  
l'amitié (APA), en colocation  
solidaire depuis 6 mois

*Dans la rue, j'ai passé des  
bons moments, et des tris-  
tesses. Depuis j'ai trouvé une  
grande joie de revenir un peu  
dans le monde, grâce à Hiver  
solidaire et mon assistante*

*sociale qui m'a trouvé une place à l'APA. J'ai un toit, j'ai des  
amis. C'est une très bonne colocation. Il y a des temps pour  
s'isoler et des temps pour se retrouver. L'APA, c'est connaître  
d'autres gens, que je n'aurais pas connus sinon, c'est parta-  
ger des émotions très fortes.*



© R. Simon

“ Nathalie,  
31 ans, enceinte,  
en colocation solidaire à la  
Maison de Marthe et Marie  
depuis 3 mois

*J'attends un bébé pour fé-  
vrier. Grâce à une amie, j'ai  
connu ce concept de coloca-  
tion solidaire entre femmes  
et futures mamans sans  
logement, où on accueille la*

*maman jusqu'aux 9 mois de l'enfant. C'est ce qui m'a plu.  
Dans l'appartement, on est 8 : 4 bénévoles et 4 mamans,  
mais 3 ont déjà accouché ! C'est bien parce qu'on ne vit pas  
la grossesse toute seule. Les autres comprennent ce qu'on  
vit. Je travaille en crèche depuis un an. Après la colocation,  
dans l'idéal, j'aimerais trouver un logement pour moi ou que  
l'on m'attribue un logement social.*



© R. Simon

“ Claude,  
retraité,  
bénévole chargé de mission  
en médiation locative à la  
SSVP des Yvelines

*L'accompagnement des  
familles réfugiées d'Irak que  
nous accueillons doit se faire  
sur le long terme. Quand ils  
arrivent, ils sont complète-  
ment perdus, épuisés, ne*

*savent pas lire les panneaux, ne peuvent pas entrer en  
contact avec les commerçants... Il faut les visiter presque  
tous les jours. Nous leur proposons des cours informels de  
français car la barrière de la langue est difficile. Au bout de  
quelques mois, on arrive à se comprendre... Ils sont plus  
dans la souffrance que d'autres et ont besoin de temps pour  
se remettre. À nous d'être très attentifs à leurs besoins.*